



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 30 juin 2015 (4^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-06-04 /46

OBJET: Ouverture d'une ligne de Trésorerie

L'an deux mille quinze, le trente juin 2015 à 18h14 le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-quatre (24)

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moise, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Quatre (4)

M. ANZALA Jean à M. PORLON Pierre
Mme ARMOUGON Betty à M. HILL Joseph
Mme LAUG Caroll à M. DELTA Edouard
Mme OUJAGIR Nadia à M. ROUX Harry

CONSEILERS EXCUSES : Trois (3)

Mme JASMIN Victoire, M. LOMBION Jean-Claude, Mme REINIE épouse RAMPATH Sheila

CONSEILLERS ABSENTS : Cinq (5)

M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITTEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz

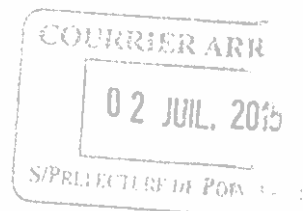
A été élu secrétaire de séance : M. HILL Joseph

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;



Considérant que pour faire face à des besoins momentanés de financements pour 2015, la CANGT souhaite disposer d'une ligne de trésorerie.

Considérant qu'une consultation a été réalisée auprès de deux organismes bancaires.

Considérant que l'offre du Crédit agricole a été retenue pour un montant de 2 500 000,00 €.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser l'ouverture d'une ligne de crédit d'un montant de deux millions cinq cent mille euros (2 500 000 €).

ARTICLE 2 : D'autoriser la Présidente à signer la convention à intervenir portant ouverture d'une Ligne de Crédit de Trésorerie dans les conditions précisées ci-après :

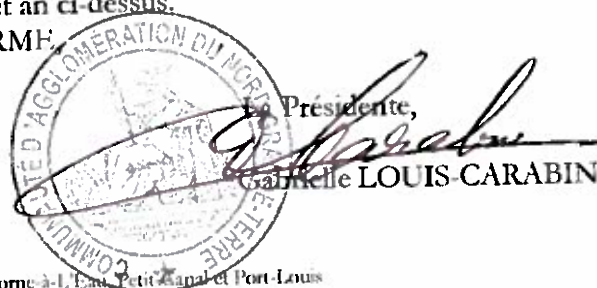
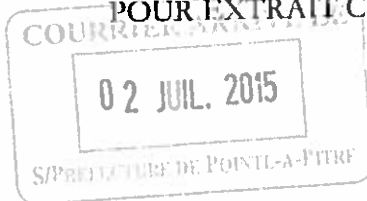
- **Opération :** Ligne de trésorerie court terme d'un montant de 2 500 000 € ;
- **Prêteur :** Crédit Agricole ;
- **Durée :** 364 jours ;
- **Conditions financières :** Ouverture d'une ligne de crédit de Trésorerie index Euribor trois mois moyenne + 2.50 % flooré à 2.50 % ;
- **Périodicité des échéances :** Mensuelle ;
- **Base de calcul :** exact/360 ;
- **Frais de dossier :** 2 500 € ;
- **Montant minimum tirages / remboursement :** 15 000 €.

ARTICLE 3 : D'autoriser la Présidente à procéder sans autre délibération aux demandes de versements des fonds et aux remboursements dans les conditions prévues par la convention portant ouverture d'une Ligne de Crédit de Trésorerie.

ARTICLE 4 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME :



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-l'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : grefce.ta-basse-terre@juridam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.